

E.-Martin Meunier (dir.). *Le Québec et ses mutations culturelles : six enjeux pour le devenir d'une société*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2016, 520 p.

Frédéric Parent

Volume 17, numéro 1-2, automne 2016, printemps 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1050801ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1050801ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (imprimé)

1927-9299 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Parent, F. (2016). Compte rendu de [E.-Martin Meunier (dir.). *Le Québec et ses mutations culturelles : six enjeux pour le devenir d'une société*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2016, 520 p.] *Mens*, 17(1-2), 210–216.
<https://doi.org/10.7202/1050801ar>

et l'« humanisation des sciences humaines »¹ depuis le tournant des années 1970?

Enfin, pour autant que l'auteur ait insisté à juste titre sur la réflexivité de la sociologie historique (p. 37 et 86), n'aurait-il pas été pertinent de mettre à l'épreuve ce champ de recherche par les outils et procédés de ce champ? N'aurait-ce pas été là l'ultime défense et illustration de celle-ci? Certes, l'auteur présente une généalogie spontanée du champ, cerne ses fondements théoriques et brosse un riche portrait de sa production empirique qui permettra au lectorat francophone de mieux s'y orienter; cependant, il n'a pas produit une sociologie historique de la sociologie historique. Pourtant, il existe des références théoriques à l'intérieur même de la sociologie historique pour procéder à cette mise en abyme. Pensons à la théorie des champs scientifiques de Bourdieu ou aux *science studies* anglo-saxonnes. En fait, et c'est là sans doute la principale lacune de l'ouvrage, l'auteur explicite très peu les paramètres méthodologiques de son enquête sur la sociologie historique. Comment a-t-il reconstruit le champ de la sociologie historique? À l'enseignement d'une sociologie, d'une histoire intellectuelle ou d'une histoire philosophante? Pour cette raison, l'ouvrage intéressera plutôt les adeptes et les étudiants de la sociologie historique que ceux qui souhaitent la comprendre comme objet dans le cadre d'une histoire des sciences.

— Patrick-Michel Noël
Université de Saint-Boniface

E.-Martin Meunier (dir.). *Le Québec et ses mutations culturelles : six enjeux pour le devenir d'une société*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2016, 520 p.

Territoire complexe et diversifié, le Québec d'aujourd'hui est pourtant encore, nous semble-t-il, assez peu connu, du point de vue

¹ Terrence J. McDonald (dir.), *The Historic Turn in the Human Sciences*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1996; François Dosse, *L'empire du sens : l'humanisation des sciences humaines*, Paris, La Découverte, 1997.

socio-anthropologique à tout le moins. L'histoire n'est-elle pas devenue la discipline par excellence pour étudier le Québec, celle qui attire le plus d'étudiants. Est-ce à dire que le Québec est désormais devenu un objet folklorique? La parution du collectif dirigé par E.-Martin Meunier *Le Québec et ses mutations culturelles* est une excellente initiative nuancant quelque peu ces prémisses.

Issu d'un cycle de conférences tenu à l'automne 2012 à l'Université d'Ottawa, le collectif réunit près d'une vingtaine de contributeurs venant d'horizons disciplinaires divers : de la sociologie à la philosophie en passant par la science politique, la démographie et l'anthropologie. Cette diversité des disciplines qui discutent de l'objet Québec rappelle les premiers efforts collectifs dirigés par des sociologues québécois tels que les *Essais sur le Québec contemporain* de Jean-Charles Falardeau, publié dans les années 1950, et « Les situations de la recherche sur le Canada français » de la revue *Recherches sociographiques*. La difficulté d'en faire un compte rendu tient peut-être encore plus de la forme des différentes contributions que des cadres différenciés de la pensée. Il est difficile de comparer des « contributions tantôt essayistiques, tantôt savantes », pour reprendre les qualificatifs de Meunier dans son introduction.

Le collectif est divisé en « six enjeux » qui concernent successivement la grève étudiante de 2012, la question « sociale et économique », la question universitaire, la « démographie et [la] société », la question nationale et finalement la question religieuse et la laïcité. Outre le fait que l'ensemble des contributions concerne le Québec, près de la moitié du livre aborde la question étudiante et plus généralement celle de l'éducation universitaire, soit neuf sur 17 chapitres pour un total de 249 pages sur 555 (44,87 %). À des fins de présentation trop rapide de chacun des textes, j'expliciterai brièvement les réalités sociales dont il est question dans chacun des articles en abordant l'éducation, l'enjeu majeur du collectif, la question sociale, économique et démographique pour terminer avec la question nationale et religieuse.

Les réalités universitaires

Dans son texte où il entend montrer que le mouvement étudiant de 2012 est un mouvement contre-démocratique, Joseph Yvon Thériault écrit une chronique de la grève étudiante à partir de ses propres observations à l'intérieur de son institution, l'Université du Québec à Montréal, et d'articles de journaux. La « réalité » du mouvement étudiant est mise en forme par des commentateurs politiques, des journalistes et des universitaires. Thériault estime que le mouvement étudiant s'inscrit plus généralement dans « une sorte de déficit de légitimité des institutions au sens large », symptomatique, à son avis, d'une « anomie institutionnelle » (p. 32). Anne Trépanier propose de « comprendre la nature » de ce même mouvement social en « cartographiant métaphoriquement et contextuellement les Carrés rouges dans leurs expressions spatiales » (la rue et l'espace public) (p. 37). Ces « expressions spatiales » sont construites à partir des médias au sens large, incluant des sites internet et des vidéos en ligne, la télévision. Le texte de Jean-François Bissonnette interroge lui aussi la « nature du mouvement des Carrés rouges » en procédant à une « sociologie compréhensive », « une capacité à revivre par intropathie » (p. 56) à partir de la « parole politique, dans la pléthore de textes qui ont circulé » : articles de journaux, blogues et pages Facebook. L'auteur y distingue deux registres : celui de la rationalité politique et de l'expérience affective de la mobilisation. C'est toutefois seulement à partir de l'expérience affective que la mobilisation pourrait être comprise (p. 66), et l'auteur développe en conséquence une psychologie et une psychanalyse des foules.

Pierre Beudet ne propose pas d'étudier la « nature » du mouvement étudiant, mais d'« explorer la trajectoire des mouvements sociaux au Québec » dans le but de mettre en avant « quelques idées sur le sens et les conséquences des mobilisations populaires du printemps 2012 » (p. 79). Pour ce faire, Beudet produit un récit politico-événementiel à partir de l'histoire des mouvements sociaux (Fédérations des femmes du Québec, altermondialisme et mouvement

étudiant). Francis Dupuis-Déry soumet une réflexion sur la démocratie à partir d'analyses « à chaud » de philosophes et de politologues publiées dans des revues et des journaux. L'auteur y distingue quatre approches de la démocratie : 1) l'approche élitiste, qui considère « que seul le Parlement (ou le gouvernement) incarne la démocratie » ; 2) l'approche associative, selon laquelle la démocratie est fondée sur les « échanges » entre « l'élite élue » et « la société civile » (p. 150-151) ; 3) l'approche participative, qui insiste sur les associations de la « société civile » comme espace démocratique ; et enfin 4) l'approche autonome de la « démocratie directe ».

Marc Chevrier réfléchit sur le pouvoir universitaire au moyen du concept de « multiversité », tout en inscrivant ses réflexions dans le processus historique de développement des universités québécoises. Il pose de manière percutante les problèmes « démocratiques » de la formation des « élites » et, surtout, de la prégnante confusion dans les sciences sociales entre idéologie et connaissance (p. 232), laquelle mine à terme l'autonomie même des universités. Eric Martin et Maxime Ouellet entendent « modestement » montrer que la « crise étudiante » est une « crise de l'imaginaire au fondement de la civilisation occidentale » (p. 257-258), devenue en quelque sorte la réalisation d'un projet néolibéral où la « raison technoscientifique se fonde sur l'abstraction de l'expérience sensible au monde » (p. 274) et qu'en même temps « l'enseignement cesse de se rapporter verticalement à la transcendance de la haute culture et des formes culturelles supérieures » (p. 280). Il en ressort, selon les auteurs, une valorisation excessive du « positivisme », « dont la seule source de savoir valable repose sur les faits vérifiés par l'expérience » (p. 280).

Linda Cardinal cherche à monter dans un texte « impressionniste », selon son expression, que le mouvement étudiant est l'héritier du nationalisme québécois alors que Mathieu Bock-Côté cherche au contraire à montrer, que le Printemps érable a évacué la question nationale, que « l'identité nationale n'avait plus qu'un contenu social » (p. 398), qu'il s'opère un processus d'occultation du « substrat historique québécois » ou de « l'enracinement historique

de l'identité québécoise » au lieu « d'inscrire la communauté politique dans la durée et de l'ancrer dans l'histoire » (p. 407-408).

Les réalités sociales, économiques et démographiques

Gilles Paquet cherche à « cerner de plus près le fonctionnement des socio-économies » (p. 112) autant dans leurs « dimensions globales et matérielles » qu'immatérielles et représentationnelles, et, finalement, il critique les « clerics » qui, relayés par les médias, « colporte[nt] une représentation du terrain franchement tordue » (p. 140). Gilles Labelle propose une réinterprétation de la fatigue culturelle des Canadiens français d'Hubert Aquin. Guillaume Marois s'interroge sur l'avenir du Québec comme société distincte en brossant un portrait démographique du vieillissement de la population, de la fécondité et de l'immigration notamment et discute, en conclusion, de la nécessité d'adopter une politique nationale de la population. Isabelle Matte propose un essai sur le « déclin » (la dénatalité) du Québec en soumettant l'idée que c'est à partir des « modalités existentielles [ou des "façons d'être"] qu'il est possible de le comprendre » (p. 315). Elle expose ensuite ces modalités en comparant le Québec et l'Irlande.

Les réalités nationales et religieuses

Jean-Claude Racine s'interroge sur la « culture politique québécoise », qu'il définit dans un sens strict de valeurs et d'attitudes l'égard de la POLITIQUE. C'est l'auteur qui souligne, sans cependant mettre son déterminant LA en majuscule. Il dégage pour ce faire deux principales thèses concernant la culture politique québécoise : la décanadianisation et la canadianisation, qu'il illustre à partir de sondages d'opinion. Jean-François Laniel réfléchit à la question religieuse et à l'« héritage catholique depuis la Révolution tranquille » (p. 424), montrant notamment qu'elle est à la fois une question politico-nationale dans la définition du vivre-ensemble et une question culturelle dans le « tri » opéré dans les « traditions » (p. 443).

L'une des particularités du parcours québécois serait la « non-coïncidence entre l'État, la nation et la société », ou la dissociation entre « nation politique » et « nation culturelle », contrairement aux États-Unis et à la France (p. 439), d'où l'importance d'étudier la « religion culturelle » (p. 445). Tout comme Laniel, Solange Lefebvre s'interroge, dans la première partie de son texte, sur l'idée de « retour » et de « disparition » du religieux dans les thèses de la modernisation et de la sécularisation, et soumet l'hypothèse de Peter Berger qui soutient que ces dernières seraient issues d'une certaine élite intellectuelle (journalistes, enseignants, etc.) souvent anti-religieuse. L'auteure analyse dans la deuxième partie de son article les rapports entre l'État et la religion à partir d'une typologie des modèles de relations (religion établie, statuts particuliers, piliers et séparation républicaine). François Rocher cherche « à prendre la mesure des débats » sur le « régime de laïcité souhaité » au Québec en mentionnant bien que ces débats dépassent les seuls espaces politiques et religieux, que les « enjeux normatifs ne sont ni abstraits ni désincarnés » (p. 508). Il revient, dans première partie de son texte, sur la notion polysémique de laïcité, qu'il inscrit ensuite dans l'histoire du Québec, soulignant notamment que la question de la laïcité est intimement liée à l'éducation et à l'action étatique des juristes, des politiciens et autres concepteurs de chartes et de constitutions (p. 524 et suivantes).

L'augmentation des actions étatiques et le « renforcement de la normativité juridique » seraient d'ailleurs deux des trois phénomènes permettant de mieux comprendre les débats sur le « mode de gouvernance » de la laïcité depuis la commission Bouchard-Taylor, en plus du phénomène de la diversification ethnoculturelle et religieuse.

Le livre offre une lecture très intéressante du Québec d'aujourd'hui en ce qu'il peut être vu comme une tentative de dépasser l'opposition tradition/modernité. Sa lecture est aussi très stimulante, puisque le livre permet de soulever des interrogations fondamentales sur la production de l'objet Québec. Le Québec est-il surtout devenu une mise en forme discursive construite par des élites plus longuement

scolarisées? Si la production de l'objet Québec est relative à une « conscience historique », celle-ci peut-elle se confondre avec une « conscience politique »? Le Québec ne deviendrait-il plus que l'apanage d'une élite politique et intellectuelle? Meunier souligne très bien dans son texte introductif – qui pose directement la question de la production de l'objet Québec – que les « pratiques culturelles ne suivent pas nécessairement les discours idéologiques et savants. Les pratiques sont ancrées dans une structure sociale qui ne cesse pas d'exister du jour au lendemain » (p. 5). Alors, qu'en est-il de ces « pratiques »?

Ce livre est une invitation, me semble-t-il, à l'étude des « pratiques réelles » (Lefebvre), de « l'activité pratique concrète » (Labelle), de « l'enracinement » (Bock-Côté) dans un territoire, à la fois religieux, politique et médiatique, économique, culturel, etc., qui renvoient plus généralement à des « modes de vie », à des conditions de vie ou à des formes sociales d'existence qui ne se réduisent pas à la rationalité instrumentale qui, même dominante, ne résume pas la rationalité des pratiques sociales. Ce serait devenir prisonnier de son propre point de vue et de sa propre pratique qui reproduit peut-être cette logique dominante.

Pourquoi ne pas considérer avec Jean-Jacques Simard, cité par Laniel, que le « Québec actuel n'a pas quarante ans et demeure à cette heure une hypothèse » (tout comme la sociologie repose sur l'hypothèse de l'existence de sociétés), et que l'une des pistes d'exploration de cette hypothèse serait de ne pas considérer la culture (et le social) comme une catégorie résiduelle (Labelle) et d'inscrire la dimension symbolique dans la matérialité des rapports sociaux, sans hiérarchiser l'une ou l'autre dimension, sans non plus penser que la « conscience collective » se réduit à la (ou se déduit de la) « conscience politique » et que le « monde politique » serait plus « objectif » que le « monde symbolique ». Sinon en quoi l'objet Québec ne serait-il pas qu'une production intellectuelle faite par et pour des intellectuel.les?

— *Frédéric Parent*
Université du Québec à Montréal